

**FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
CENTRE DE GESTION  
DE MAINE ET LOIRE**



**ARRETE n°- C24-07-50  
PORTANT INSCRIPTION SUR LES LISTES D'APTITUDE  
PAR VOIE DE LA PROMOTION INTERNE**

La Présidente du Centre de Gestion,

Le Code Général de la Fonction Publique Territoriale notamment ses articles L523-1 et L523-5,

Le Code des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des **techniciens territoriaux**,

Vu les propositions présentées par les collectivités,

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion interne,

Au vu de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents, tels qu'ils relèvent des dossiers de proposition à la promotion interne, la Présidente,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Sont inscrits par voie de la promotion interne sur la liste d'aptitude ci-après, les agents dont les noms suivent :

**Liste d'aptitude à l'emploi de technicien territorial :**

<b>AUDIAU Mickael</b>	<b>CC Loire Layon Aubance</b>
<b>CHENE Aurélien</b>	<b>CC Loire Layon Aubance</b>
<b>DAVID Marlène</b>	<b>SAINT LEGER DE LINIERES</b>
<b>HARDY Isabelle</b>	<b>MONTREUIL-JUIGNE</b>
<b>MALZIS Florian</b>	<b>CORZE</b>

**ARTICLE 2 :** La validité de la présente liste sera de 2 années à partir de la date de son établissement.

Cependant, l'inscription est renouvelable 2 fois, sous réserve que les agents non recrutés durant cette période, fassent connaître avant le terme d'1 année, leur intention d'être maintenus sur la liste de l'année suivante.

Le décompte de cette période de validité sera suspendu éventuellement, dans les cas énumérés à l'article L325-39 du CGFP.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NANTES dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe

du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté sera :

- communiqué au représentant de l'Etat
- publié (insertion sur le site Internet du Centre de Gestion de Maine et Loire)

Fait à ANGERS,  
Le 04/07/2024

La Présidente

E. MARQUET

